

2013

BAROMÈTRE DE L'OPINION
**PRÉSERVER
LES RESSOURCES
EN EAU
ET LES MILIEUX
AQUATIQUES**

**QU'EN
PENSENT
LES
FRANÇAIS**

Résultats de la 2^{ème} édition du baromètre de l'opinion / 2013

Une étude réalisée par



Baromètre de l'opinion 2013

**« Préserver les ressources en eau
et les milieux aquatiques :
Qu'en pensent les Français ? »**

Résultats de la 2^{ème} édition du baromètre de l'opinion – 2013

Enquête réalisée en octobre 2013
par l'IFOP pour les agences de l'eau, l'ONEMA
et le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

SOMMAIRE

3

Les grands enseignements

7

Le détail par grande thématique

33

Le détail par grand bassin hydrographique de gestion de l'eau

39

Les agences de l'eau

40

L'office national de l'eau et des milieux aquatiques

41

Contacts

Préserver les ressources en eau et les milieux aquatiques - Qu'en pensent les Français ?

Baromètre de l'opinion - 2013

Cette deuxième édition du baromètre national de suivi de la connaissance et de l'opinion des Français à l'égard de la politique de l'eau confirme et appuie les grands enseignements mis en lumière lors de la première mesure en 2011.

Les grands enseignements

- ***La qualité de l'eau potable, première préoccupation environnementale pour 48% des Français***

Les Français placent la qualité de l'eau potable comme première préoccupation environnementale devant la qualité de l'air et le réchauffement climatique

- › qualité de l'eau potable (48%)
- › qualité de l'air (43%)
- › réchauffement climatique (41%)

La hiérarchie est similaire à celle mesurée dans la vague barométrique de 2011. Les Français appréhendent toute la thématique de l'eau par le prisme de l'eau du robinet.

- ***La réduction de la pollution des cours d'eau (52%) et la préservation des milieux aquatiques (48%) : des enjeux importants pour les Français***

S'agissant des enjeux liés à l'eau plus spécifiquement, les personnes interrogées ont identifié les problématiques suivantes :

- › réduction des pollutions des cours d'eau (52%)
- › qualité de l'eau du robinet (51%)
- › gestion de l'eau à l'échelle de la planète (50%)
- › préservation des milieux aquatiques (48%)

Des enjeux relativement généraux de protection quantitative et qualitative de la ressource cités dans des proportions similaires à 2011.

- ***57% des Français ont le sentiment que la qualité de l'eau des rivières s'est dégradée en 10 ans***

Interrogés sur l'évolution de la situation en 10 ans concernant plusieurs enjeux liés à l'eau, les Français apparaissent plutôt **pessimistes**.

C'est à l'égard de la **qualité de l'eau des cours d'eau et des lacs, et de la quantité des ressources en eau disponibles, que les jugements sont les plus sévères**, respectivement 57% et 49% des personnes interrogées ayant le sentiment que la situation s'est dégradée.

Perception et jugements au regard des enjeux liés à l'eau dans la région

- ***Les Français expriment une satisfaction très majoritaire (73%) et solide quant à la gestion de l'eau dans leur région***

La satisfaction des Français à l'égard de la gestion de l'eau dans leur région est **bonne** et **stable**: près des trois quarts des personnes interrogées ont déclaré en être satisfaites (73%) ; *sans surprise* la **qualité de l'eau du robinet** se révèle être le sujet recueillant la **plus forte satisfaction** (77%).

Toutefois, près d'un Français sur deux fait état de **problèmes** liés à l'eau concernant **la pollution des rivières, des lacs, du littoral et des fleuves** (45%) et de leurs conséquences dérivées que sont la qualité des poissons pêchés dans les cours d'eau et des coquillages en mer (38%) et la qualité de l'eau de baignade (33%).

La qualité/quantité de **l'eau souterraine** (72%) et la quantité de l'eau dans les cours d'eau et les lacs (71%), *en revanche*, sont les deux sujets qui enregistrent les plus **fortes progressions**.

Perception et évaluation des politiques publiques

- ***Les Français à 60% font confiance aux collectivités locales en matière de gestion de l'eau***

Dans le classement des **acteurs** qui inspirent le **plus confiance** en matière de **gestion de l'eau**, on retrouve loin devant, avec 31% de premières citations (**60% au total**), les **collectivités locales et les élus**, l'eau étant avant tout **perçue par les Français au travers du « prisme local »** de sa gestion à l'échelle du territoire concerné. **En second lieu**, les Français font confiance aux protagonistes exempts d'éventuels conflits d'intérêts, l'État et ses établissements publics notamment.

Ce classement est similaire à celui du précédent baromètre (2011). Les Français attachent une importance aux actions qui visent à **éduquer, sensibiliser et former tous les publics** (39%) et à **l'application du principe « pollueur payeur »** (25%). Les actions répressives (14%) et incitatives financièrement (7%) sont moins plébiscitées par les Français.

Actions de l'Homme ayant des conséquences sur les phénomènes naturels

- **Les Français attribuent la dégradation de l'état des eaux à l'action humaine dont 76% pour les pesticides**
 - les pesticides utilisés dans les champs et les jardins (76%).
 - les substances dangereuses (52%)
 - le réchauffement climatique (26%)
- **Les Français attribuent aux politiques locales d'urbanisme les risques liés aux inondations**
 - constructions dans les zones à risque (36% des premières citations, 69% au total)
 - l'urbanisation et l'imperméabilisation des sols (34% des premières citations, 63% au total)
 - dérèglement climatique (48% au total)
 - La disparition des zones humides (5% des premières citations et 18% du total) est un enjeu mal perçu.

L'implication personnelle pour une meilleure gestion de l'eau

- **58% des Français s'engagent à titre personnel pour préserver l'état des eaux**

Les Français sont convaincus que les pesticides et autres substances dangereuses difficiles à traiter sont une des causes principales de la dégradation de l'état de l'eau des cours d'eau. Ils s'engagent en conséquence à en limiter leur usage.

- faire preuve de vigilance quant aux produits rejetés dans les canalisations (34% des premières citations, 58% au total)
- acheter des produits non polluants pour les activités de bricolage (12%, 28% au total)
- utiliser des procédés naturels pour l'entretien du jardin (15%, 32% au total)

« Acheter des produits ménagers bio/non polluants » (66%) enregistre une progression de six points par rapport à 2011 dans les intentions des Français.

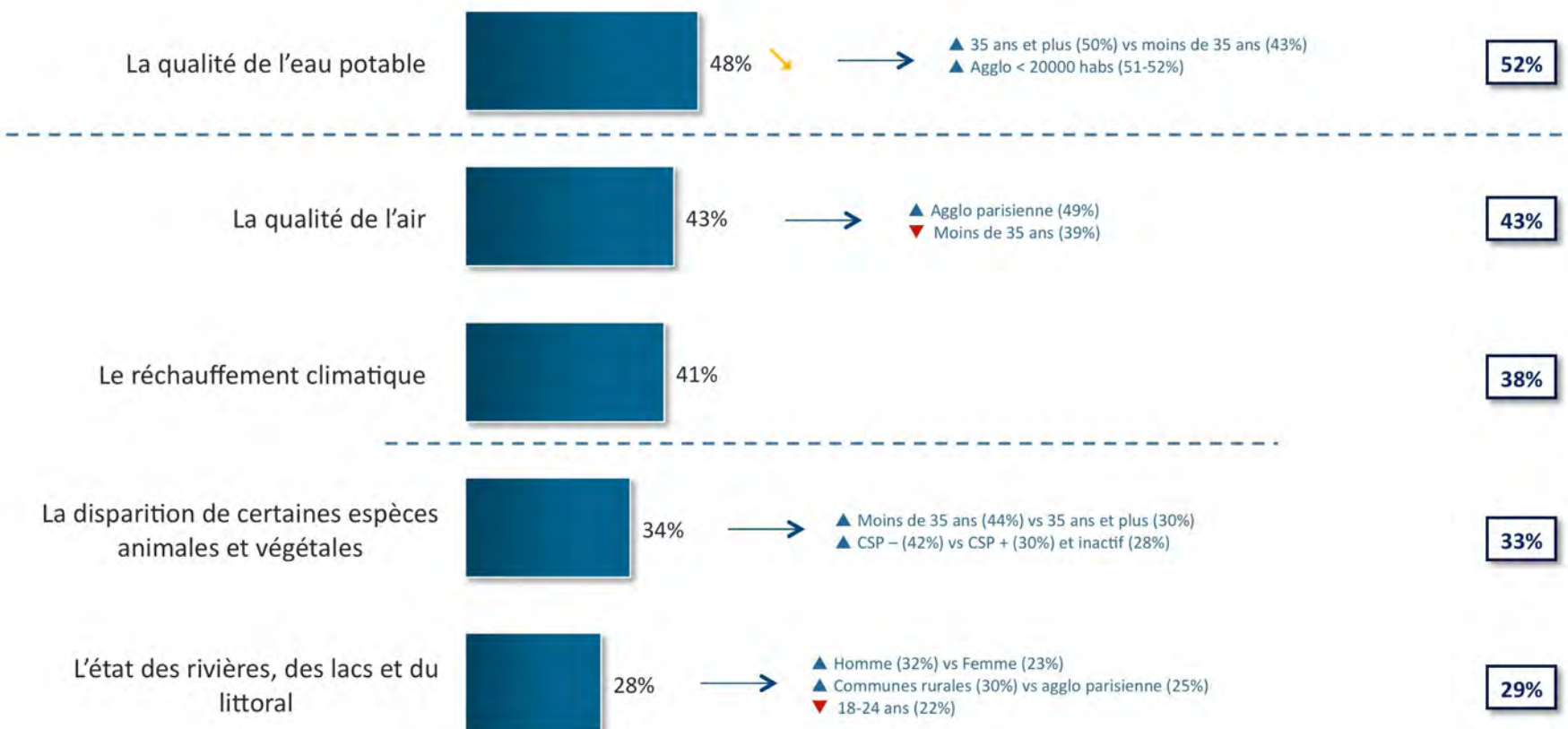
Étude réalisée par l'IFOP pour les agences de l'eau, l'ONEMA et le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Échantillon de 3 514 personnes interrogées par téléphone du 1^{er} au 21 octobre 2013 et réparties comme suit : 604 personnes dans le bassin Loire-Bretagne, 402 personnes dans le bassin Artois-Picardie, 601 personnes dans le bassin Adour-Garonne, 402 personnes dans le bassin Rhin-Meuse, 601 personnes dans le bassin Seine-Normandie, 604 personnes dans le bassin Rhône-Méditerranée, 300 personnes en Corse.
L'édition 2011 de ce baromètre dont il est fait mention dans ce document avait été réalisée selon le même protocole méthodologique auprès d'un échantillon de 3 514 personnes interrogées du 4 au 19 octobre 2011.

Préserver les ressources en eau et les milieux aquatiques - Qu'en pensent les Français ?
Baromètre de l'opinion - 2013

Le détail par grande thématique

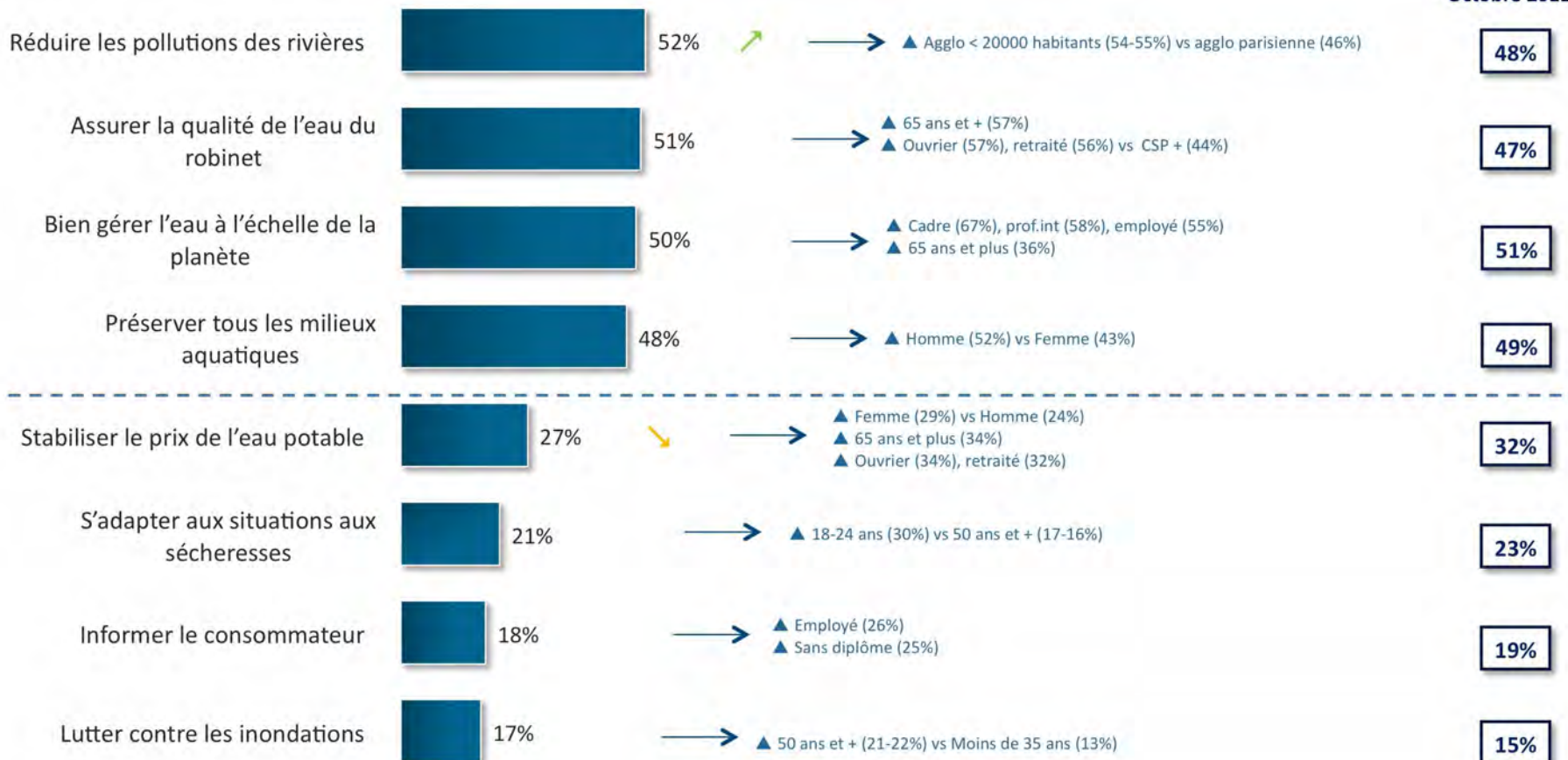
Question : Parmi les sujets suivants, quels sont ceux qui vous préoccupent personnellement le plus ?

Rappel
Octobre 2011



Question : Parmi les propositions suivantes, pouvez-vous me dire quels sont les enjeux qui vous paraissent les plus importants pour l'eau d'une manière générale ?

Rappel
Octobre 2011



Commentaire des graphiques sur les sujets environnementaux les plus préoccupants et les enjeux les plus importants (pages 9 et 10)

A l'exception du réchauffement climatique, **on observe de forts clivages de perception entre les différents segments de population**, notamment en fonction de l'âge, du lieu d'habitation et du sexe.

Les plus jeunes se sentent davantage concernés par la disparition de certaines espèces (le taux de citation diminue quasiment de moitié entre les 18-25 ans et les 65 ans et plus, allant de 46% à 25%), les plus âgés s'inquiètent davantage des enjeux liés à la qualité de l'eau potable (52% chez les 65 ans et plus, soit +9 points par rapport aux moins de 35 ans) comme de l'air (48% chez les 65 ans et plus, +9 points par rapport aux moins de 35 ans). Ces inquiétudes sont également plus ancrées chez les femmes (50% contre 46 % pour la qualité de l'eau potable, 45% contre 40% pour celle de l'air), tandis que les hommes semblent plus concernés par l'état des cours d'eau, des lacs et du littoral (32% contre 23%).

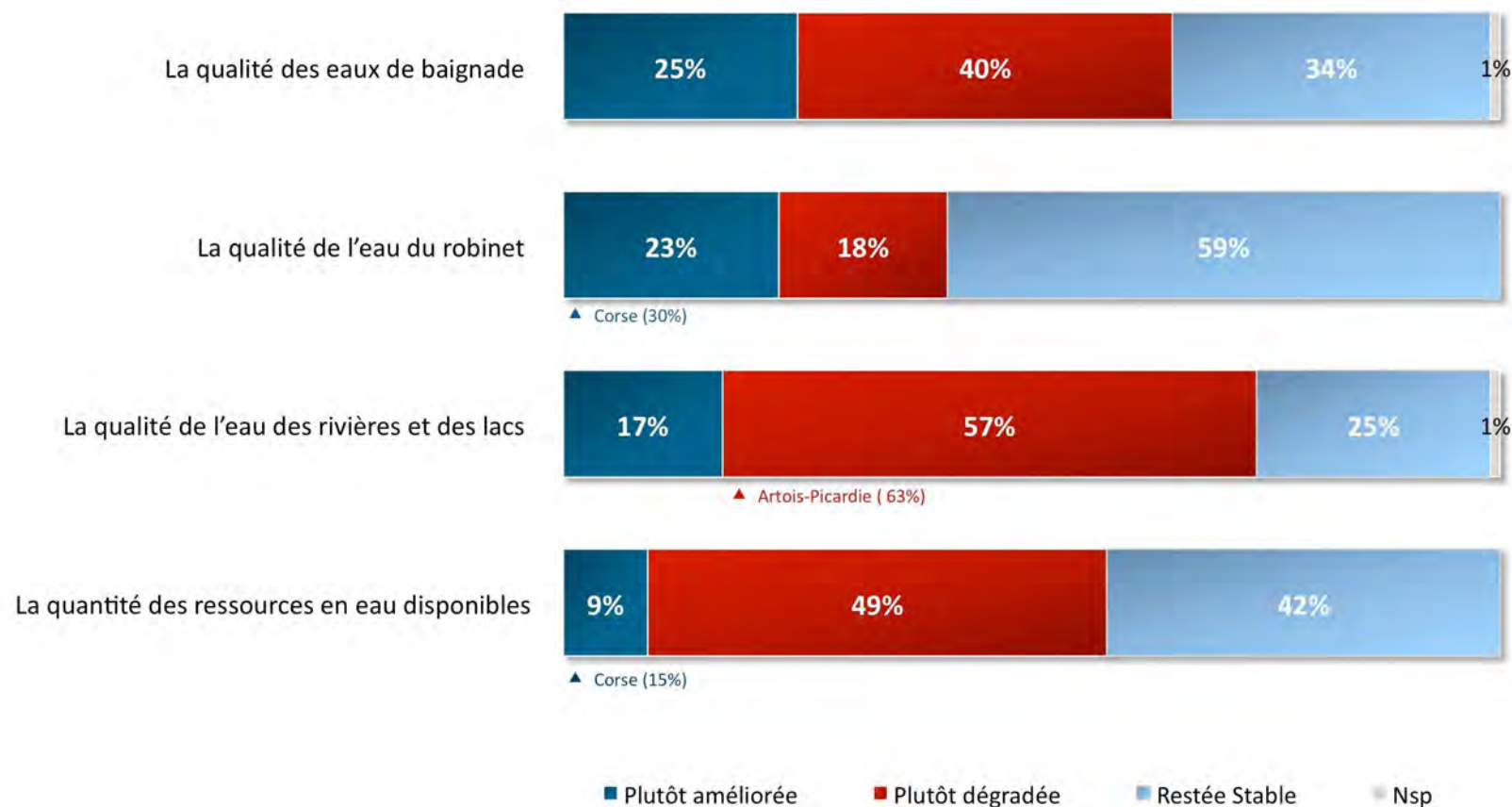
Enfin, et assez logiquement, l'eau **est un sujet qui touche davantage les habitants de communes plutôt rurales** (qu'il s'agisse de sa qualité de l'eau potable ou de l'état des berges et des rivières) alors que **les plus urbains se soucient en premier lieu de la qualité de l'air**.

Les **sujets plus conjoncturels** tels que l'adaptation aux situations de **sécheresse** (21%) et la lutte contre les **inondations** (17%) sont **relayées loin derrière, au second plan**, tout comme **l'information du consommateur** (18%).

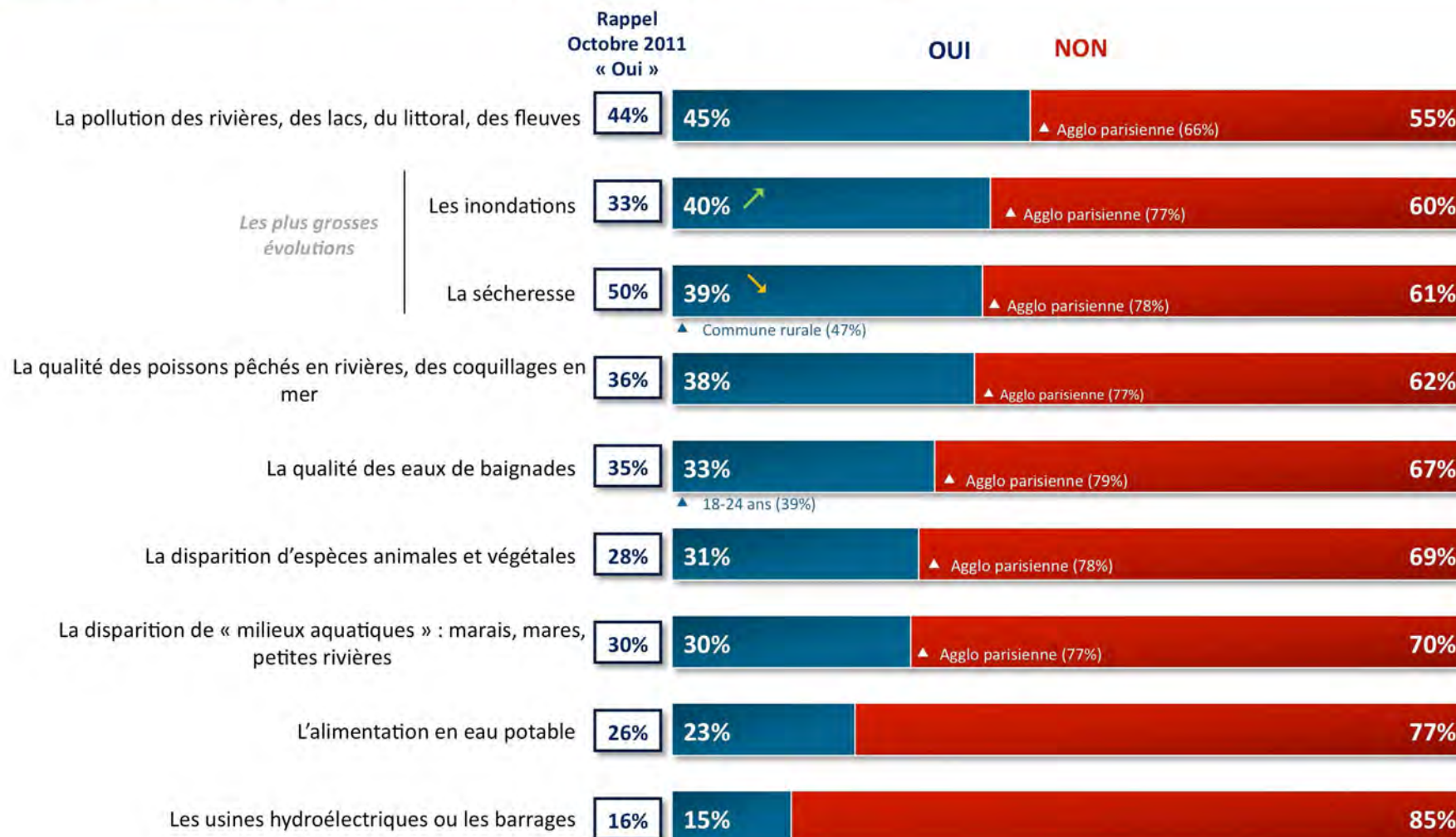
Les personnes interrogées désignent moins la stabilisation du prix de l'eau potable qu'il y a deux ans comme étant un sujet prioritaire (27%, - 5 points). Sur cette question, comme sur la précédente, les critères de sexe, d'âge, de profession sont particulièrement clivants.

S'agissant de la **qualité des eaux de baignade**, les jugements sont un peu plus partagés. Si une majorité relative (40%) considère que la situation s'est plutôt dégradée, 34% la qualifie de plutôt stable et 25% qu'elle s'est améliorée, soit le meilleur score sur les 4 sujets testés.

Question : Diriez-vous que depuis 10 ans la situation s'est plutôt améliorée, plutôt dégradée ou qu'elle est restée stable pour chacune des thématiques suivantes ?



Question : Dans votre région, avez-vous connaissance de problèmes liés à l'eau concernant... ?



Mise à niveau

Nous allons parler de la gestion de l'eau.

La gestion de l'eau dans le cas de cette enquête signifie la protection de la ressource en eau dans son milieu naturel, en luttant contre les pollutions, en finançant des projets, en impliquant les acteurs tels que les citoyens, les élus, les industriels, les agriculteurs, les associations, l'Etat.

Question : D'une manière générale, considérez-vous que la gestion de l'eau et des milieux aquatiques dans votre région est... ?

TOTAL
Satisfaisante
73%

Rappel Octobre 2011
(74%)

▲ Rhin-Meuse (79%)

Selon les âges



Selon la catégorie d'agglomération



Plutôt
satisfaisante
66%
(65%)

Très
satisfaisante
7%
(9%)

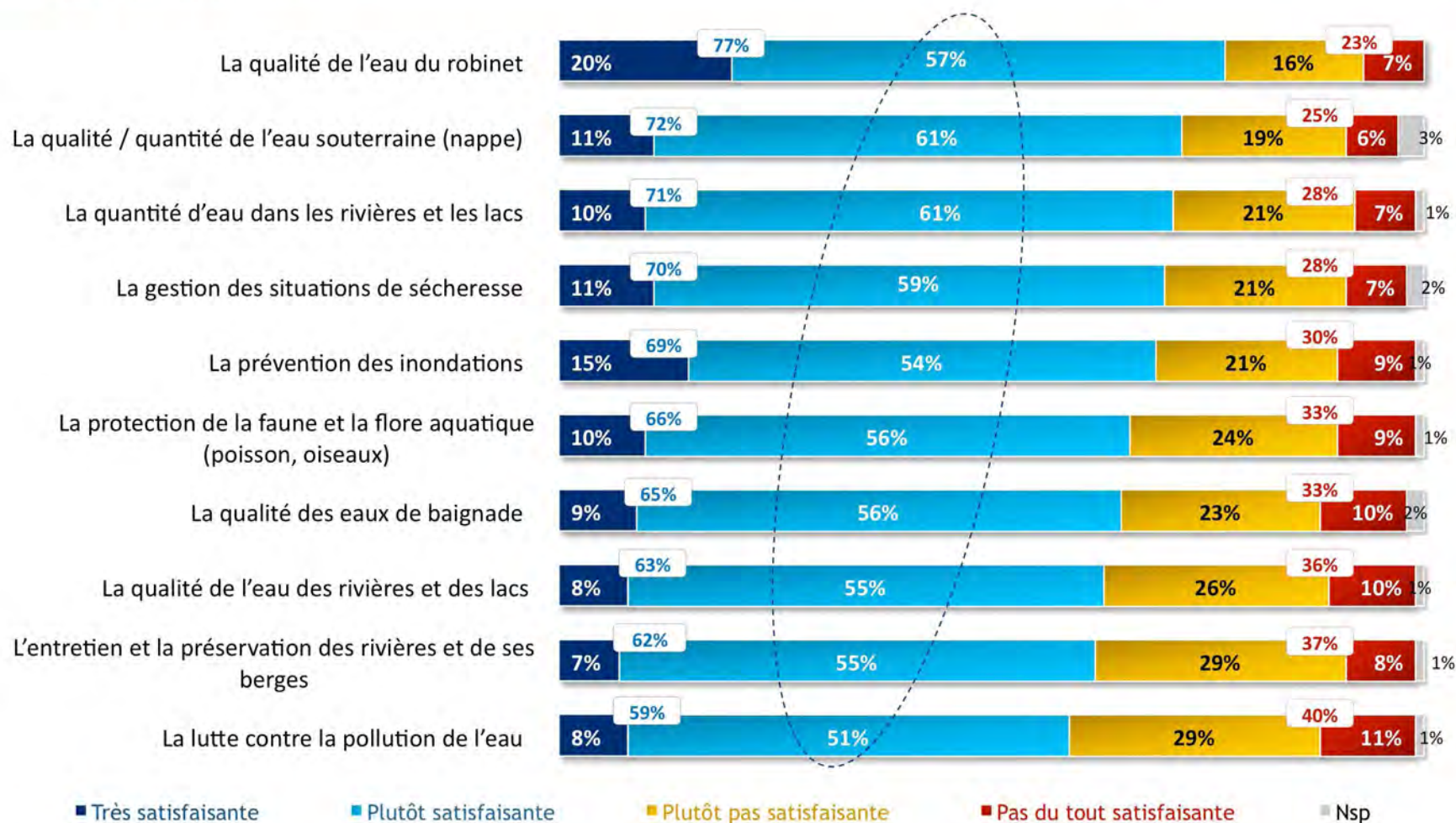
Ne se prononcent pas
1%

Pas du tout
satisfaisante
6%
(6%)

Plutôt pas
satisfaisante
20%
(19%)

TOTAL
Pas satisfaisante
26%
(25%)

Question : Et plus précisément, en ce qui concerne chacun des aspects suivants, diriez-vous que la situation dans votre région est très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout satisfaisante ?





La satisfaction détaillée à l'égard de la gestion de l'eau dans sa région

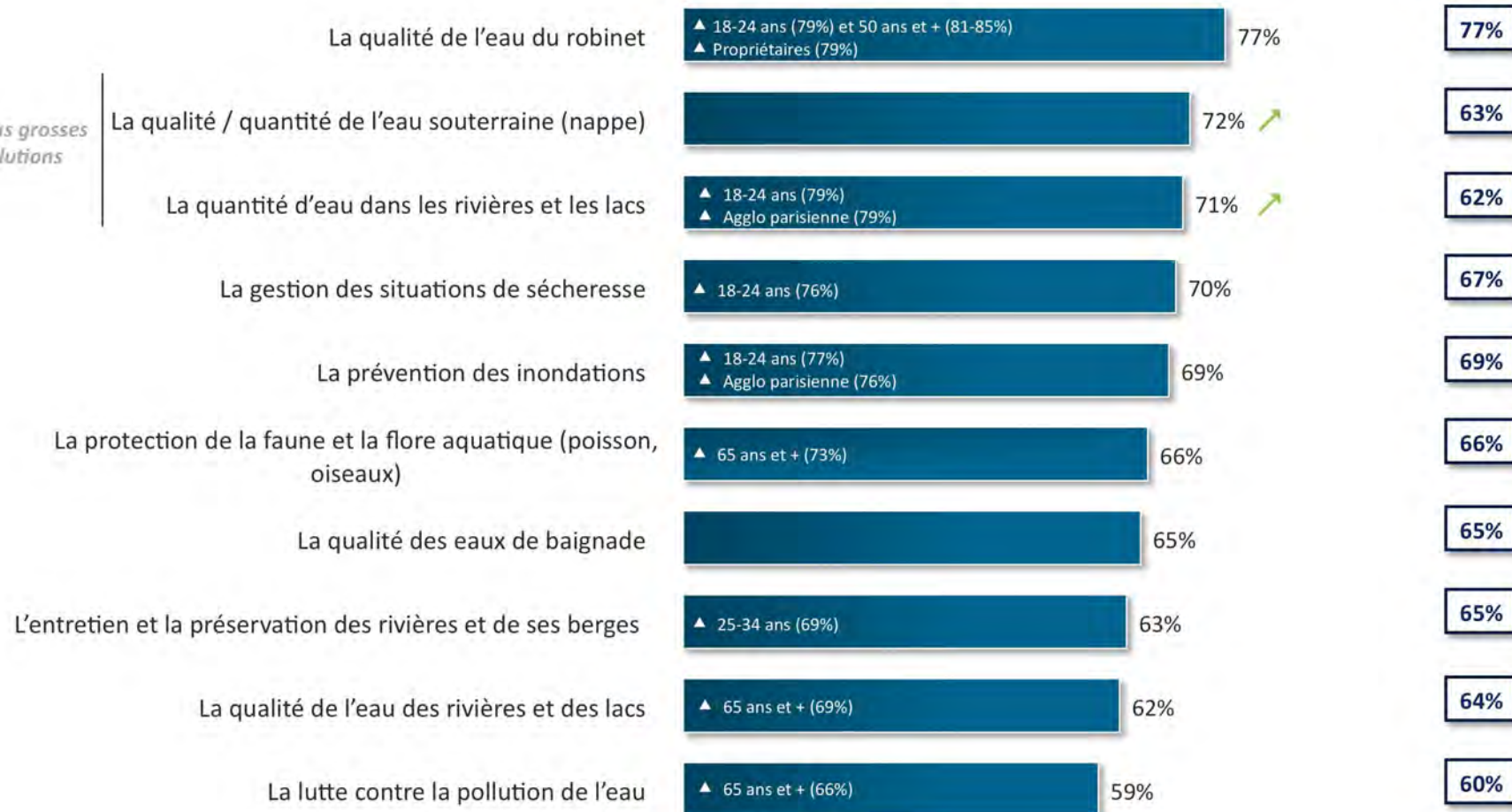
Les évolutions : TOTAL Satisfaisante



Question : Et plus précisément, en ce qui concerne chacun des aspects suivants, diriez-vous que la situation dans votre région est très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout satisfaisante ?

Rappel
Octobre 2011

Les plus grosses
évolutions



Commentaires des graphiques sur la satisfaction à l'égard de la gestion de l'eau (pages 12 à 16)

Les plus jeunes, plus conciliants sur ces thématiques sur lesquelles ils sont assez peu « experts », sont ici encore moins critiques que leurs aînés, le taux de satisfaction diminuant globalement avec l'âge des personnes interrogées (de 84% pour les moins de 25 ans à 71% chez les 35 ans et plus). Parallèlement, cette satisfaction globale est fortement corrélée au degré d'urbanité du lieu d'habitation des interviewés : de 69% chez les personnes habitant en communes rurales (souvent plus exigeantes sur les thématiques environnementales) à 80% chez les Franciliens.

On notera que les habitants du bassin Rhin-Meuse sont les plus enthousiastes à l'égard de la gestion de l'eau dans leur région, au global comme sur un plan plus détaillé (les niveaux de satisfaction sont significativement plus élevés pour sept des dix items testés). Il apparaît néanmoins qu'aucun bassin ne fasse montre d'une réelle insatisfaction, les seuls taux de satisfaction inférieurs à la moyenne concernant essentiellement des problèmes conjoncturels sur des bassins précis, tels que la prévention des inondations dans le bassin Artois-Picardie (60%, -9 points par rapport à l'ensemble), en Corse (60%, -9 points) ou dans le bassin Adour-Garonne (61%, -8 points) ou la gestion des situations de sécheresse en Corse et dans le bassin Adour-Garonne.

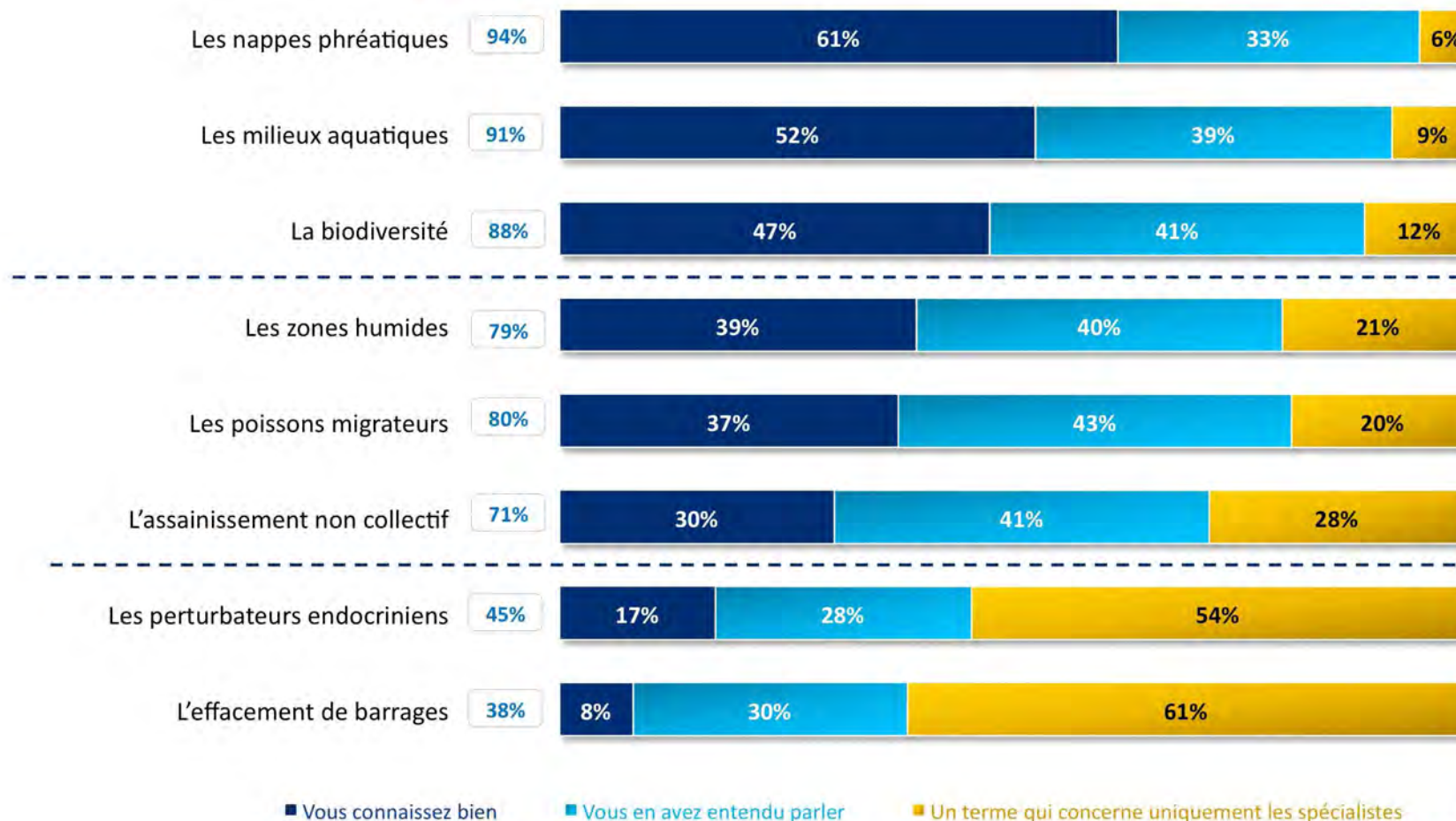
Il convient de relativiser cette forte satisfaction, en ce qu'elle se révèle, comme en 2011, assez peu constituée, la majorité des interviewés se positionnant sur les échelles intermédiaires «plutôt satisfaisant » ou « plutôt pas satisfaisant ».

Les sujets plus conjoncturels, encore une fois, font l'objet des plus grosses évolutions entre 2011 et aujourd'hui. Ainsi, les personnes interrogées ont moins ressenti de problèmes liés à la sécheresse (39%, -11 points par rapport à 2011) mais davantage d'inondations (40%, +7 points), résultat qui s'explique en partie par les conditions météorologiques difficiles du printemps dernier. Les disparitions d'espèces animales et végétales (31%), de « milieux aquatiques » (30%), l'alimentation en eau potable (23%) et les usines hydroélectriques ou les barrages (15%) figurent comme en 2011 en bas de classement.

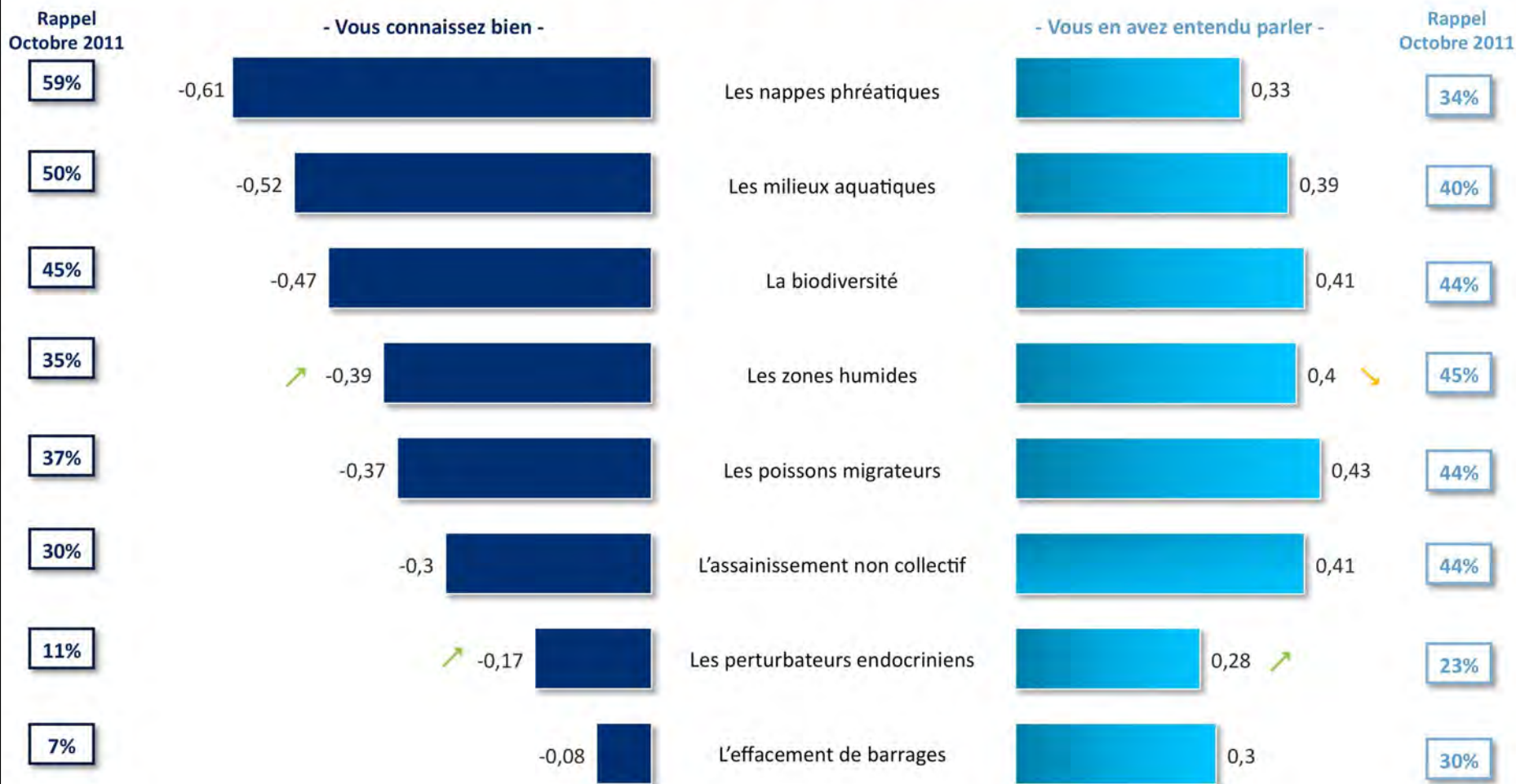
Dans le détail, on observe que les personnes de plus de 35 ans sont plus alertes sur les problèmes liés à l'eau dans leur région que les plus jeunes, tout comme les Français habitant en province le sont par rapport à ceux vivant en agglomération parisienne. Dans le détail des bassins, il convient de constater que les habitants des bassins Artois-Picardie et Seine-Normandie sont, de manière générale, moins au fait des problèmes rencontrés dans la gestion de l'eau de leur région – ou alors y sont-ils moins sensibles ou moins exposés – que ceux vivant en Corse ou dans le bassin Rhône-Méditerranée, qui, quasi-systématiquement, ont un taux de citations plus élevé que la moyenne.

Question : Je vais vous citer différents termes. Pour chacun d'eux, dites-moi si c'est un terme que vous connaissez bien, dont vous avez entendu parler mais dont vous ignorez la signification exacte ou un terme qui concerne uniquement les spécialistes ?

Qui connaît, ne serait-ce que de nom



Question : Je vais vous citer différents termes. Pour chacun d'eux, dites-moi si c'est un terme que vous connaissez bien, dont vous avez entendu parler mais dont vous ignorez la signification exacte ou un terme qui concerne uniquement les spécialistes ?

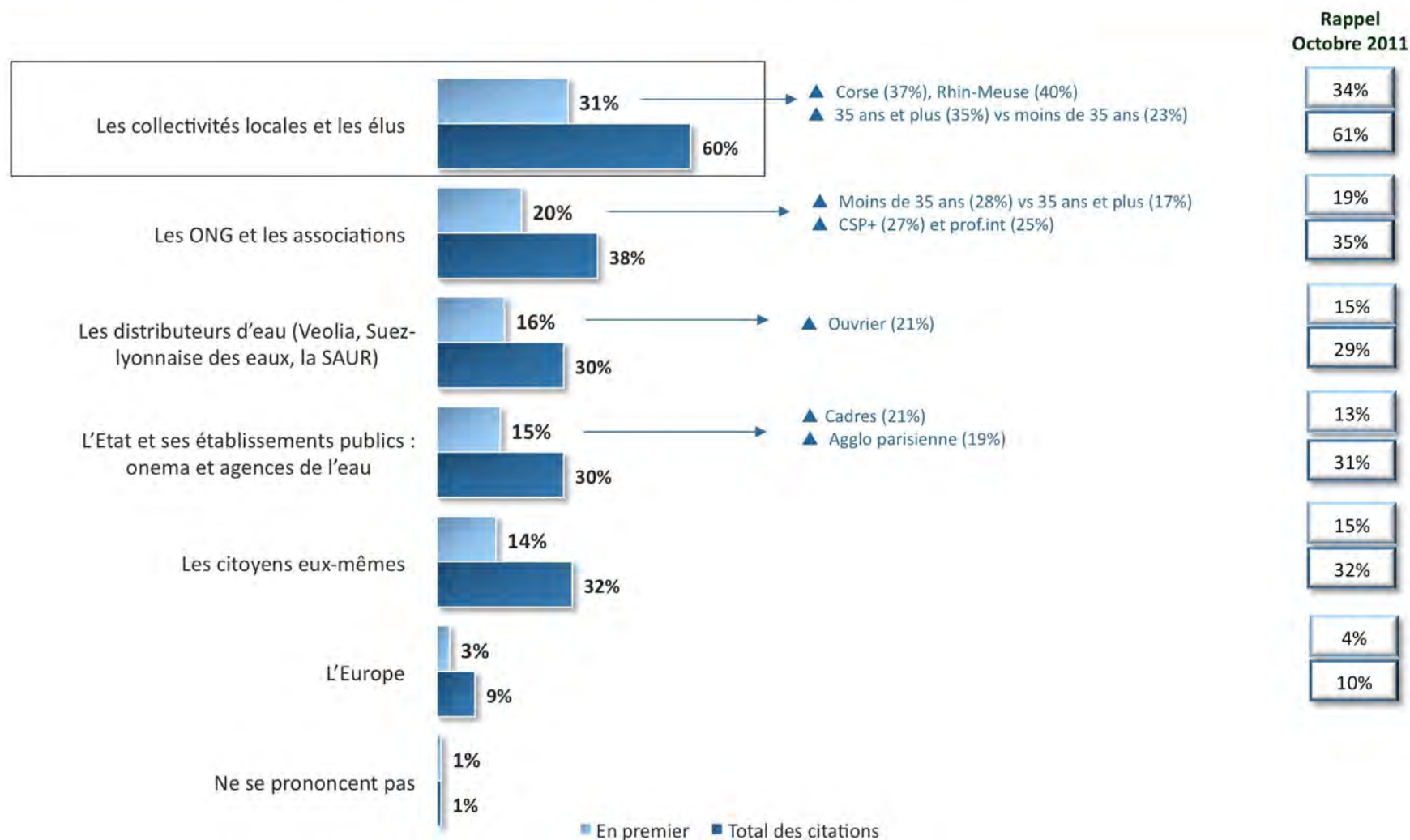


Commentaires des graphiques sur la notoriété des termes (pages 18 et 19)

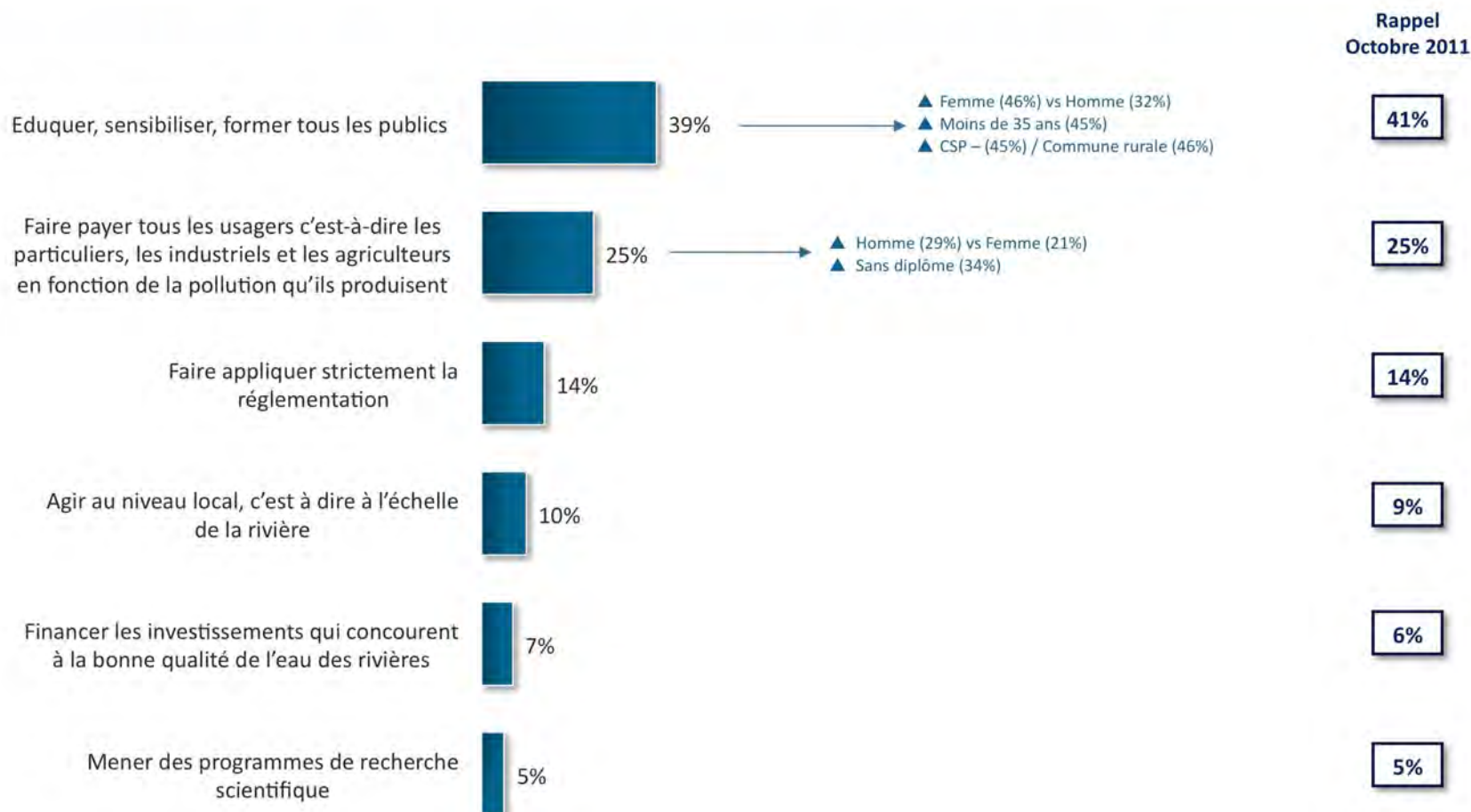
Les termes « nappes phréatiques » (93%), « milieux aquatiques » (89%) et « biodiversité » (88%), apparaissent, comme en 2011 les plus familiers du grand public, qui en majorité déclare même « bien connaître » la définition de chacun d'eux. La définition des termes zones humides (79%), poissons migrateurs (80%) et assainissement non collectif (71%) semblent évoquer quelque chose aux interviewés mais la définition semble plus floue, la proportion des personnes déclarant en avoir seulement « entendu parler » étant supérieure à celle déclarant « bien les connaître ».

Loin derrière, avec une majorité de répondants qui les considèrent comme des expressions relevant uniquement des spécialistes, l'effacement de barrages et les perturbateurs endocriniens restent des termes peu parlants pour le grand public. Ces taux de connaissance sont systématiquement supérieurs chez les hommes, les cadres supérieurs ainsi que chez les personnes les plus diplômées. Ils évoluent peu en fonction des bassins, mais force est de constater que les Corses font montre d'une meilleure connaissance (ils sont significativement plus nombreux à déclarer connaître un item sur deux), tandis que ceux du bassin Artois-Picardie semblent plus en retrait (ils sont significativement moins nombreux à déclarer connaître un item sur deux).

Question : Parmi cette liste, à qui faites-vous le plus confiance en matière de gestion de l'eau ? En premier ? En second ?



Question : Selon vous, pour préserver l'état des rivières, des fleuves, des lacs, des nappes d'eau souterraine, il faut en priorité... ?*



* En octobre 2011, l'intitulé de la question était : « Selon vous, pour garantir une bonne gestion de l'eau et des milieux aquatiques en France, il faut en priorité... ? ».

Commentaires des graphiques sur la gestion de l'eau (pages 21 et 22)

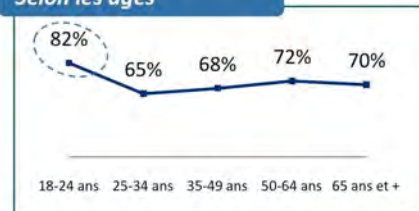
La gestion de l'eau devrait également, selon les personnes interrogées, et notamment les plus jeunes, les CSP +, les professions intermédiaires ainsi que les personnes les plus diplômées, **relever d'acteurs agissant à but non lucratif ne trouvant pas d'intérêt financier à gérer la ressource d'une manière ou d'une autre**. Sont ainsi désignées, dans un premier temps les ONG et les associations (deuxième acteur inspirant le plus confiance avec 20% de premières citations, 38% au total) et dans un second temps l'État et ses établissements publics (15% et 30% au total).

Cela dit, la confiance exprimée dans les distributeurs d'eau, acteurs privé du marché, est également réelle (16%, 30% au total), les Français – et particulièrement les ouvriers et les personnes les moins diplômées – reconnaissant leur performance et leur compétence en la matière. Les interviewés se font également confiance en tant que citoyens pour participer à la bonne gestion de cette ressource collective, via la réalisation des « petits gestes » en se situant à des niveaux comparables de citations (14%, 32% au global).

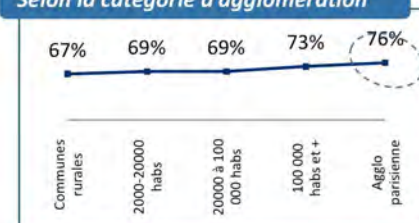
Le sexe, l'âge et la profession sont source de clivages. Alors que les femmes (46%), les plus jeunes (45% des moins de 35 ans), les CSP- (45%) et les habitants de communes rurales (46%) privilégient la sensibilisation du grand public pour une plus grande responsabilisation, les hommes (29%), les plus de 35 ans (28% contre 16% pour les moins de 35 ans) et les Franciliens (29%) se positionnent davantage en faveur de l'option « pollueur-payeur ».

Question : La législation propose aux collectivités de consacrer 1% de leur budget dédié à la gestion de l'eau pour soutenir des initiatives locales d'accès à l'eau potable et d'assainissement dans les pays de l'hémisphère sud. Y êtes-vous ... ?

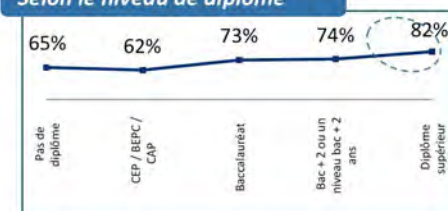
Selon les âges



Selon la catégorie d'agglomération



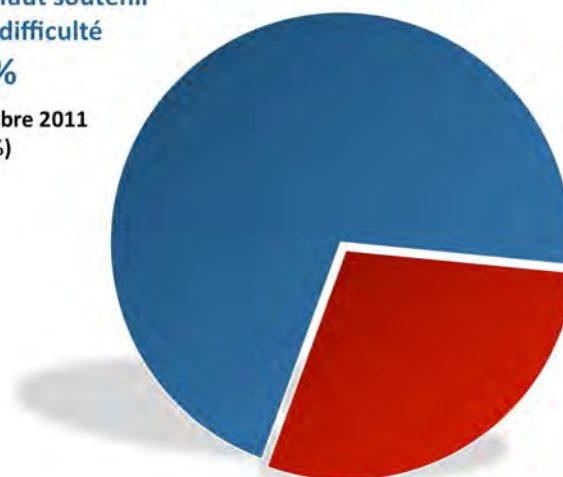
Selon le niveau de diplôme



Favorable car il faut soutenir les pays en difficulté

71%

Rappel Octobre 2011 (70%)



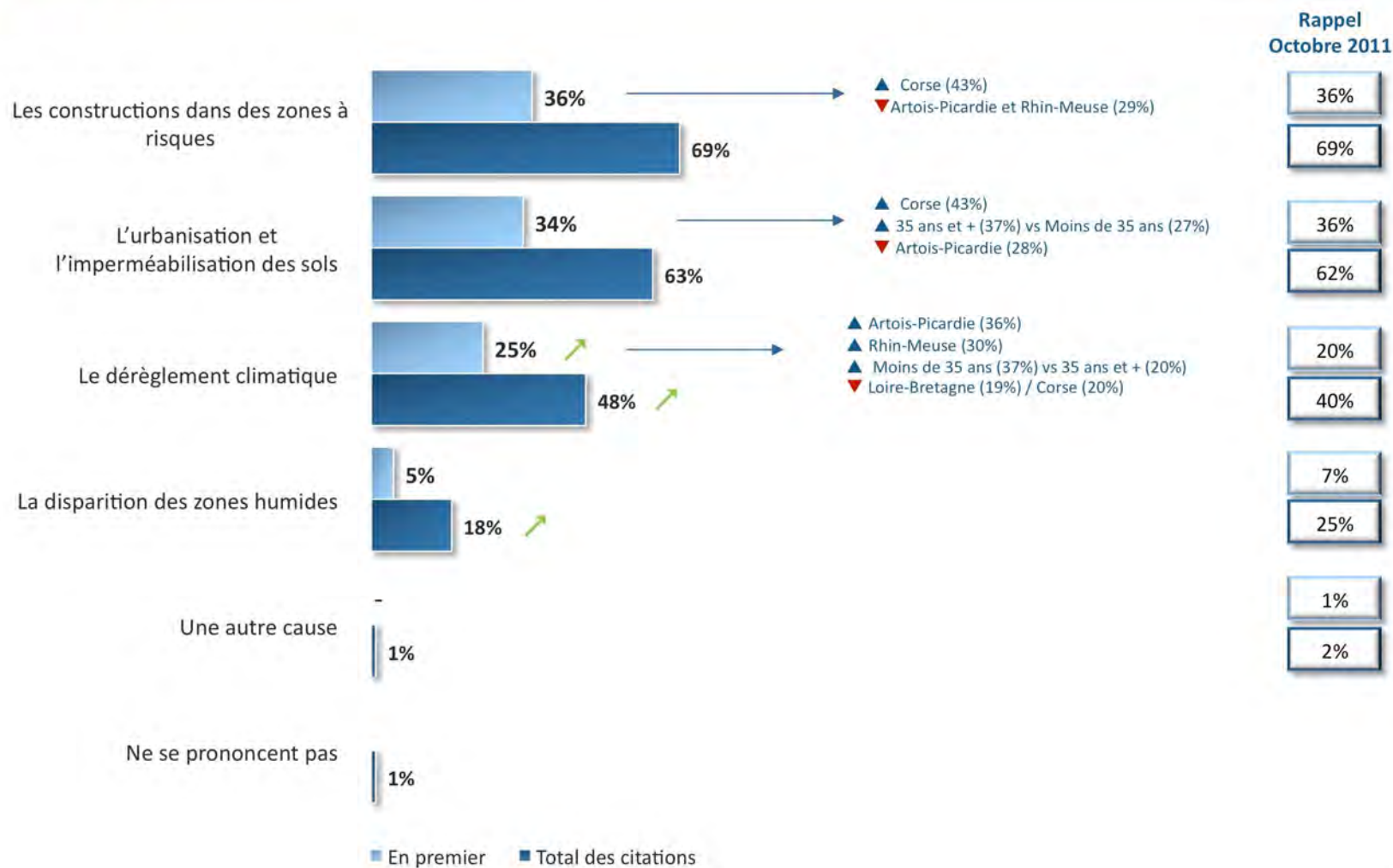
Opposé car il y a des investissements nécessaires et prioritaires à faire en France

29%

Rappel Octobre 2011 (29%)

Plus de deux tiers des Français (71%) se déclarent favorables à cette possibilité offerte pour les collectivités en matière de soutien à la coopération décentralisée, en particulier les moins de 25 ans (82%), les professions libérales (77%) et intermédiaires (76%), les habitants de l'agglomération parisienne (76%) et les diplômés de l'enseignement supérieur (82%).

Question : Les phénomènes d'inondations se sont multipliés ces dernières années. Parmi les principales causes d'inondation perçues, quelle est selon vous la principale ? Et ensuite ?



Question : Parmi les différentes causes de dégradation de l'état de l'eau des rivières suivantes, quelles sont, selon vous, les deux principales ?

Rappel
Octobre 2011

Les pesticides utilisés dans les champs et les jardins



▲ Agglo parisienne (86%)
▼ Artois-Picardie (71%), Corse (69%)

75%

Les substances dangereuses difficiles à traiter (résidus de médicaments, produits et rejets industriels ou agricoles, etc.)



▲ Agglo parisienne (59%) vs Commune rurale (45%)
▼ Artois-Picardie (45%), Corse (39%)

49%

Les aménagements perturbant la vie des rivières (barrages, centrales, canalisation...)



▲ Artois-Picardie (31%), Corse (36%)
▼ Rhin-Meuse (19%) / Agglo parisienne (21%)

24%

Le réchauffement climatique entrainant sécheresse et inondations



▲ Commune rurale (28%) vs agglo parisienne (15%)

22%

L'accroissement de la demande en eau (irrigation, élevage, urbanisation, augmentation de la population, énergie, centrales nucléaires ...)



▲ Homme (23%) vs Femme (15%)

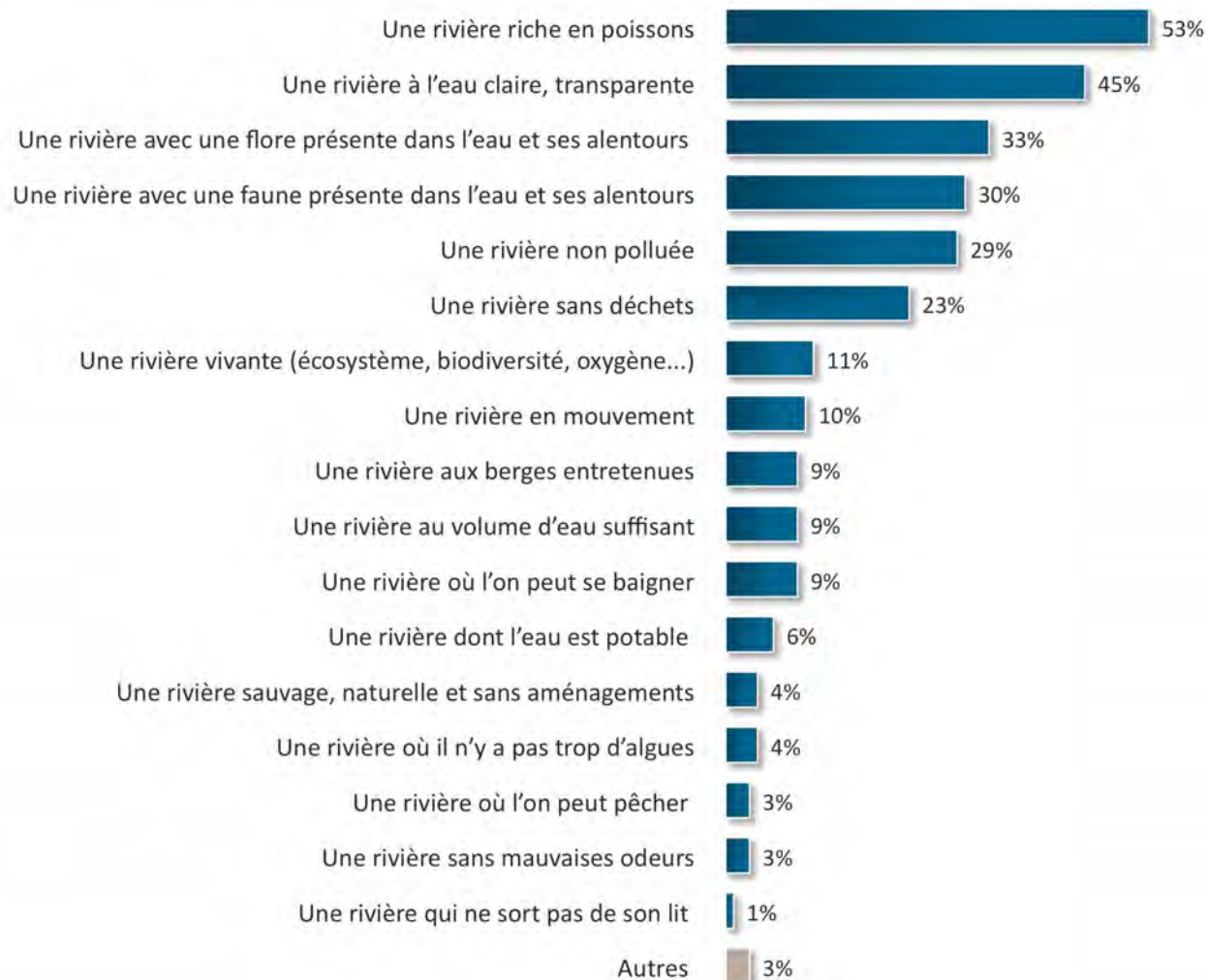
26%

Commentaires des graphiques sur les principales causes perçues (pages 25 et 26)

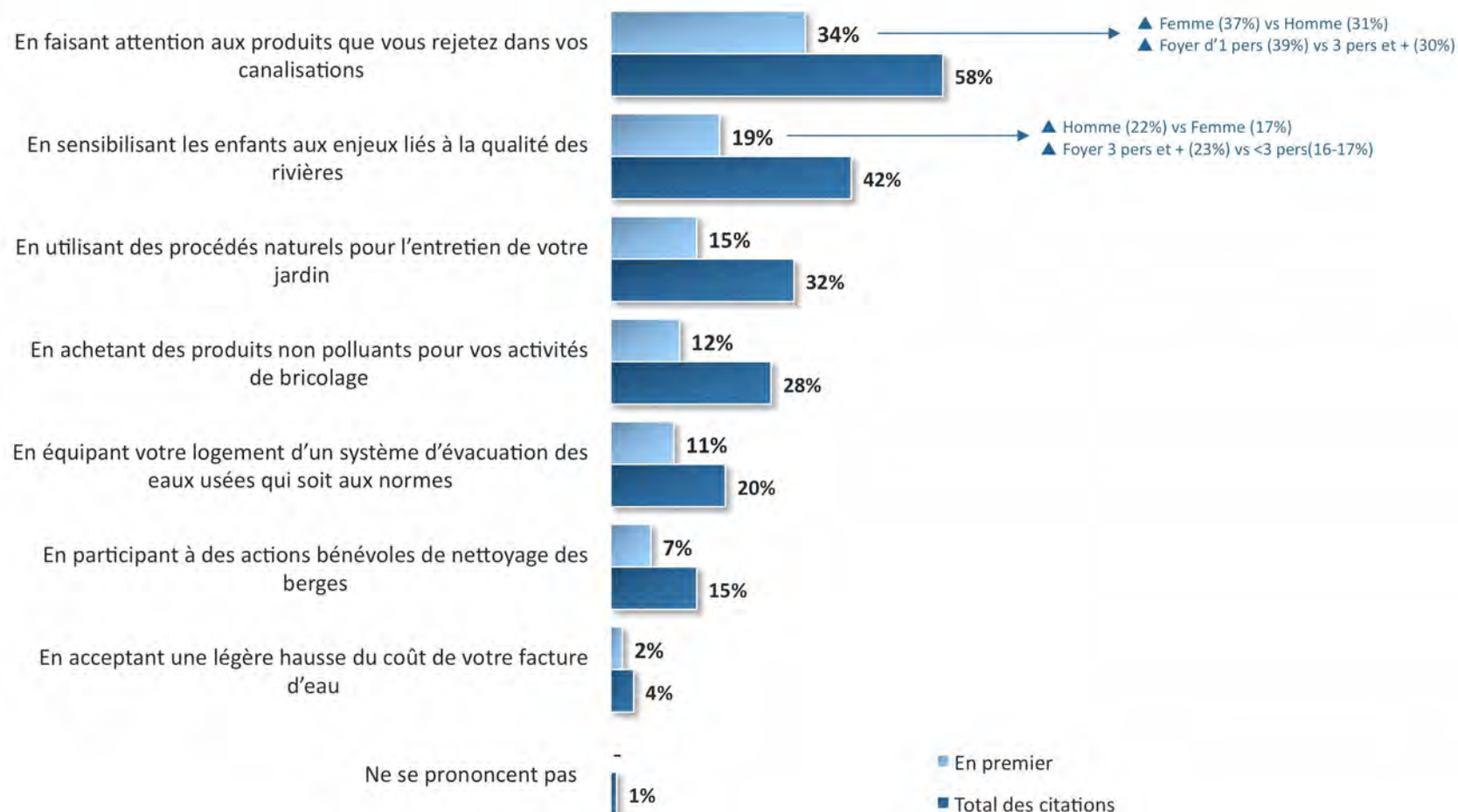
Ces résultats font l'objet de clivages en fonction de l'âge, du sexe et de la profession de la personne interrogée, mais aussi en fonction du bassin d'habitation, certains interprètent davantage les inondations comme le résultat de politiques locales d'urbanisme peu réfléchies (Corse) quand d'autres y voient plus la conséquence du dérèglement climatique (Artois-Picardie, Rhin-Meuse).

Notons que les franciliens sont plus enclins à considérer que les pesticides et autres substances dangereuses sont la cause de dégradation de l'état de l'eau, n'en faisant (probablement) pour leur part que rarement usage.

Question : Spontanément et en quelques mots comment décririez-vous une rivière en bonne santé ? (Question ouverte – réponses non suggérées)



Question : Selon vous, comment pouvez-vous contribuer à la qualité des rivières près de chez vous ? En premier ? En second ?

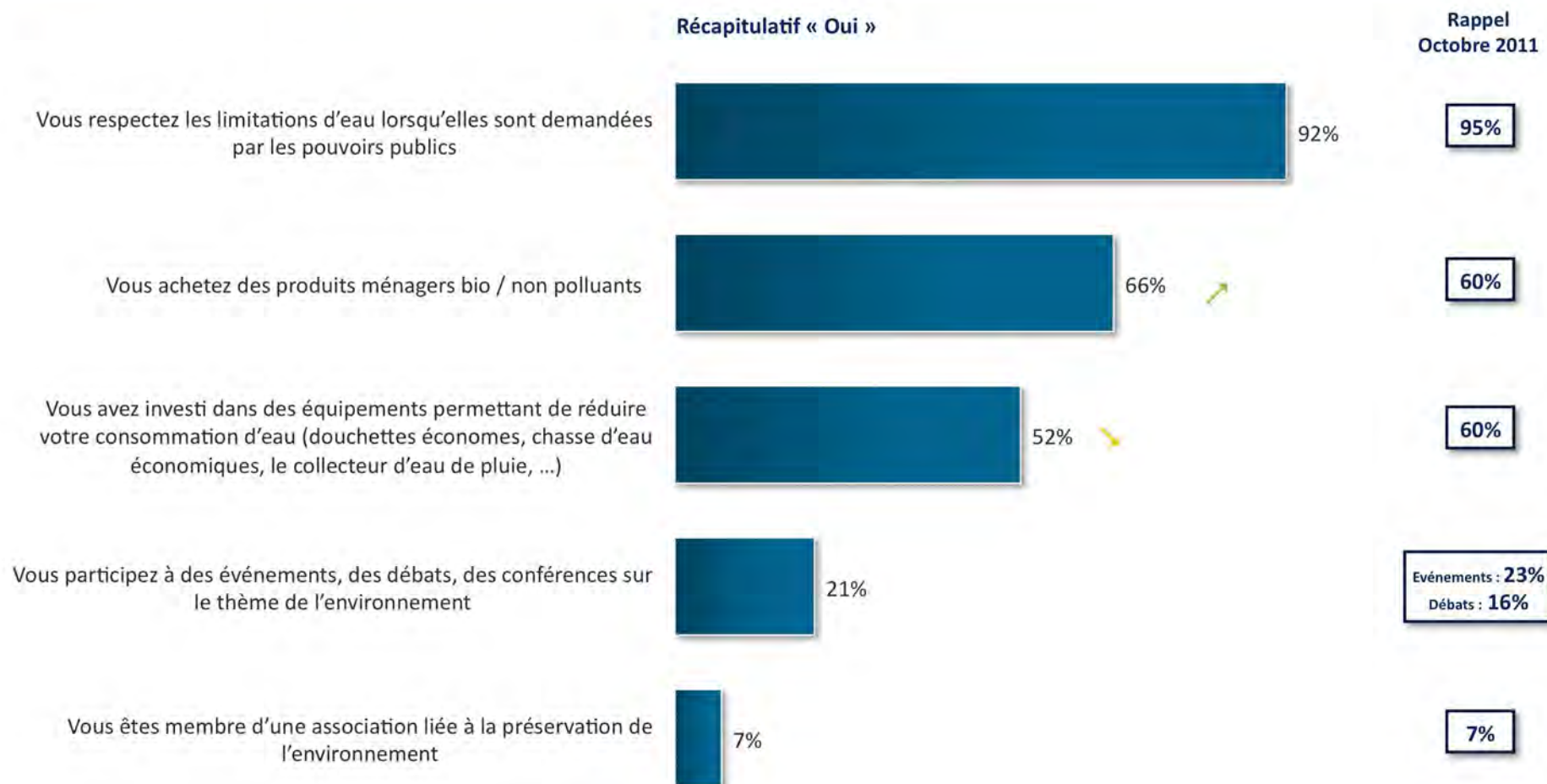




L'investissement personnel dans des actions en faveur de la préservation des ressources en eau



Question : Pour chacun des comportements suivants, dites-moi s'il s'applique ou non à vous ?



* En octobre 2011, deux items étaient proposés « Vous participez à des événements locaux sur le thème de l'environnement » et « Vous participez à des débats, conférences sur le thème de l'environnement ». Suite à notre test qualitatif du questionnaire, il a été jugé plus pertinent de les regrouper en un seul item « Vous participez à des événements, des débats, des conférences sur le thème de l'environnement ».

Question : Pour chacun des comportements suivants, dites-moi s'il s'applique ou non à vous ?

Vous respectez les limitations d'eau lorsqu'elles sont demandées par les pouvoirs publics

92%

▼ Agglo parisienne (85%)

7%

1%

Vous achetez des produits ménagers bio / non polluants

66%

▲ Rhin-Meuse (76%), Rhône-Méditerranée (71%)
▼ Moins de 25 ans (45%) / Employé (60%)
▼ Foyer d'1 pers (60%) / Immeuble (60%)

34%

Vous avez investi dans des équipements permettant de réduire votre consommation d'eau (douchettes économes, chasse d'eau économiques, le collecteur d'eau de pluie, ...)

52%

▲ Adour-Garonne (59%)
▲ Maison individuelle (59%)
▲ Propriétaire (57%) vs Locataire (42%)

48%

Vous participez à des événements, des débats, des conférences sur le thème de l'environnement

21%

79%

Vous êtes membre d'une association liée à la préservation de l'environnement

7%

93%

■ Oui

■ Non

■ Nsp

Commentaires du graphique sur les contributions et investissements personnels (pages 29 à 31)

L'idée de participer à des actions bénévoles de nettoyage des berges est peu retenue (7%, 15% au total). Pour autant, un Français sur cinq participerait à des événements sur le thème de l'environnement, notamment les professions libérales (32%) et les diplômés de l'enseignement supérieur (29%) ! Ils seraient également 7 % à être membres d'une association liée à la préservation de l'environnement. Les chiffres demeurent encourageants ramenés à l'ensemble de la population.

La démarche plus « passive » de respect des limitations d'eau lorsqu'elles sont demandées par les pouvoirs publics serait, elle, adoptée par la quasi-totalité des Français (95%), du moins au plan déclaratif.

Le détail par grand bassin hydrographique de gestion de l'eau



Les 7 bassins hydrographiques
métropolitains

Question : Parmi les sujets suivants, quels sont ceux qui vous préoccupent personnellement le plus ?

	ENSEMBLE	Loire-Bretagne	Artois-Picardie	Corse	Adour-Garonne	Rhin-Meuse	Rhône-Méditerranée	Seine-Normandie
La qualité de l'eau potable	48	50	48	47	52	53	45	47
La qualité de l'air	43	42	40	33	39	41	42	47
Le réchauffement climatique	41	39	44	43	40	39	42	42
La disparition de certaines espèces animales et végétales	34	32	38	39	35	39	34	33
L'état des rivières, des lacs et du littoral	28	34	19	32	28	16	30	26

Note de lecture : Les cases remplies en vert ou en rouge symbolisent des scores supérieurs et inférieurs à la moyenne. Lorsque les cases sont blanches, cela signifie que le résultat se situe dans la moyenne.

Question : Parmi les sujets suivants, quels sont ceux qui vous préoccupent personnellement le plus ?

	ENSEMBLE	Loire-Bretagne	Artois-Picardie	Corse	Adour-Garonne	Rhin-Meuse	Rhône-Méditerranée	Seine-Normandie
Réduire la pollution des rivières	52	55	48	56	55	40	53	49
Assurer la qualité de l'eau du robinet	51	54	52	41	51	55	50	49
Bien gérer l'eau à l'échelle de la planète	50	49	41	55	51	46	52	54
Préserver tous les milieux aquatiques : marais, lacs, littoral, fleuves, nappes phréatiques	48	46	38	55	48	43	54	48
Stabiliser le prix de l'eau potable	27	30	31	26	24	37	24	25
S'adapter aux situations de sécheresses	21	21	20	22	20	19	19	23
Informier le consommateur	18	17	28	16	18	15	13	21
Lutter contre les inondations	17	14	28	13	14	16	16	19

Note de lecture : Les cases remplies en vert ou en rouge symbolisent des scores supérieurs et inférieurs à la moyenne. Lorsque les cases sont blanches, cela signifie que le résultat se situe dans la moyenne.

Question : Dans votre région, avez-vous connaissance de problèmes liés à l'eau concernant... ?

	ENSEMBLE	Loire-Bretagne	Artois-Picardie	Corse	Rhône-Méditerranée	Adour-Garonne	Rhin-Meuse	Seine-Normandie
La pollution des rivières, des lacs, du littoral, des fleuves	45	51	39	45	53	49	43	34
Les inondations	40	35	51	45	49	49	50	27
La sécheresse	39	42	25	61	52	53	31	25
La qualité des poissons pêchés en rivières, des coquillages en mer	38	44	33	32	45	37	29	30
La qualité des eaux de baignades	33	39	27	45	44	33	24	23
La disparition d'espèces animales et végétales	31	33	31	38	39	32	31	24
La disparition de « milieux aquatiques » : marais, mares, petites rivières	30	34	28	36	36	35	23	24
L'alimentation en eau potable	23	25	21	36	25	21	18	23
Les usines hydroélectriques ou les barrages	15	16	9	26	23	13	16	9

Les bassins du quart Sud-Est particulièrement concernés

Les plus distants ou moins concernés

Note de lecture : Les cases remplies en vert ou en rouge symbolisent des scores supérieurs et inférieurs à la moyenne. Lorsque les cases sont blanches, cela signifie que le résultat se situe dans la moyenne.

La satisfaction détaillée à l'égard de la gestion de l'eau dans sa région

Le détail par bassin : « récapitulatif : Total satisfaisant »

Question : Et plus précisément, en ce qui concerne chacun des aspects suivants, diriez-vous que la situation dans votre région est très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout satisfaisante ?

	ENSEMBLE	Loire-Bretagne	Artois-Picardie	Corse	Adour-Garonne	Rhin-Meuse	Rhône-Méditerranée	Seine-Normandie
La qualité de l'eau du robinet	77	74	73	74	81	80	80	75
La qualité / quantité de l'eau souterraine (nappe)	72	72	69	74	65	78	70	74
La quantité d'eau dans les rivières et les lacs	71	71	73	71	67	80	67	76
La gestion des situations de sécheresse	70	72	75	64	59	75	68	72
La prévention des inondations	69	75	60	60	61	73	66	75
La protection de la faune et la flore aquatique (poisson, oiseaux)	66	67	70	73	66	69	66	62
La qualité des eaux de baignade	65	65	69	78	65	70	69	57
La qualité de l'eau des rivières et des lacs	63	61	61	58	61	70	63	64
L'entretien et la préservation des rivières et de ses berges	62	64	62	74	62	70	60	61
La lutte contre la pollution de l'eau	59	63	64	59	59	64	52	59

Les plus satisfaits

Note de lecture: Les cases remplies en vert ou en rouge symbolisent des scores supérieurs et inférieurs à la moyenne. Lorsque les cases sont blanches, cela signifie que le résultat se situe dans la moyenne.

Question : Je vais vous citer différents termes. Pour chacun d'eux, dites-moi si c'est un terme que vous connaissez bien, dont vous avez entendu parler mais dont vous ignorez la signification exacte ou un terme qui concerne uniquement les spécialistes ?

	ENSEMBLE	Loire-Bretagne	Artois-Picardie	Corse	Adour-Garonne	Rhin-Meuse	Rhône-Méditerranée	Seine-Normandie
Les nappes phréatiques	61	58	50	66	57	55	67	62
Les milieux aquatiques	52	52	47	66	44	49	55	52
La biodiversité	47	49	38	52	44	46	48	46
Les zones humides	39	46	37	39	40	36	37	34
Les poissons migrateurs	37	41	27	44	37	29	38	35
L'assainissement non collectif	30	35	23	34	37	28	28	27
Les perturbateurs endocriniens	17	17	14	18	15	21	19	17
L'effacement de barrages	8	11	4	5	11	4	8	6

Note de lecture : Les cases remplies en vert ou en rouge symbolisent des scores supérieurs et inférieurs à la moyenne. Lorsque les cases sont blanches, cela signifie que le résultat se situe dans la moyenne.

Les agences de l'eau

Établissements publics du ministère chargé du développement durable, les agences de l'eau ont pour mission de contribuer à réduire les pollutions de toutes origines et à protéger les ressources en eau et les milieux aquatiques.

Pour reconquérir le bon état des eaux demandé par la directive cadre sur l'eau, les agences de l'eau recherchent la meilleure efficacité environnementale,

- en privilégiant l'action préventive
- en aidant les projets les plus efficaces pour les milieux aquatiques
- en mobilisant les acteurs et en facilitant la cohérence des actions sur les territoires de l'eau,
- en travaillant en complémentarité avec l'action réglementaire et la police de l'eau, en particulier dans la mise en œuvre des objectifs des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) intégrant les objectifs du Grenelle de l'environnement.

Les six agences de l'eau françaises sont des établissements publics du ministère du développement durable. Elles regroupent 1 800 collaborateurs et ont pour mission de contribuer à réduire les pollutions de toutes origines et à protéger les ressources en eau et les milieux aquatiques.

En savoir plus : www.lesagencesdeleau.fr



Les 7 bassins hydrographiques métropolitains



L'office national de l'eau et des milieux aquatiques

L'Onema (office national de l'eau et des milieux aquatiques), créé par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006, est un établissement public sous tutelle du ministère en charge du développement durable (MEDDE).

Organisme technique de référence, il fournit et organise une expertise de haut niveau en appui à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques de l'eau. Il assure la coordination technique du système d'information sur l'eau (SIE), anime l'acquisition des informations relatives à l'eau, aux milieux aquatiques et aux services d'eau et d'assainissement, ainsi que la mise à disposition de ces informations pour tous les citoyens. Il contribue à la surveillance des milieux aquatiques et au contrôle de leurs usages et à la prévention de leur dégradation en exerçant des missions de police de l'eau.

Enfin, il participe à la restauration et à la préservation de la ressource en eau et de la biodiversité en apportant aux acteurs de la gestion de l'eau, au niveau territorial et de bassin, son appui technique et sa connaissance du terrain.

www.onema.fr

www.eaufrance.fr, le portail du système d'information sur l'eau

Contacts



Adour-Garonne

Laurent BERGEOT, directeur général
de l'agence de l'eau Adour-Garonne
www.eau-adour-garonne.fr

contact :

valerie.bayche@eau-adour-garonne.fr

Loire-Bretagne

Noël MATHIEU, directeur général
de l'agence de l'eau Loire-Bretagne
www.eau-loire-bretagne.fr

contact :

paule.operiol@eau-loire-bretagne.fr

Rhône-Méditerranée Corse

Martin GUESPEREAU, directeur général
de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée Corse
www.eaurmc.fr

contact :

nancy.yana@eaurmc.fr

Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA)

Elisabeth DUPONT-KERLAN, directrice générale
www.onema.fr

contact :

gisele.parfait@onema.fr

Artois-Picardie

Olivier THIBAUT, directeur général
de l'agence de l'eau Artois-Picardie
www.eau-artois-picardie.fr

contact :

m.cordonnier@eau-artois-picardie.fr

Rhin-Meuse

Paul MICHELET, directeur général
de l'agence de l'eau Rhin-Meuse
www.eau-rhin-meuse.fr

contact :

dominique.frechin@eau-rhin-meuse.fr

Seine-Normandie

Michèle ROUSSEAU, directrice générale
de l'agence de l'eau Seine-Normandie
www.eau-seine-normandie.fr

contact :

laurans.yann@aesn.fr

Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie

Laurent Roy, directeur de l'eau et de la biodiversité
www.developpement-durable.gouv.fr

contact :

bureau-presse@developpement-durable.gouv.fr

